

20.1 Commerce

En 2018, l'activité des secteurs du **commerce** ralentit légèrement, à l'exception du commerce de gros qui conserve une activité dynamique. En effet, l'investissement des entreprises (+ 3,8 %, après + 4,7 % en 2017) et les dépenses de consommation des ménages (+ 0,9 %, après + 1,4 %) décélèrent, de même que les échanges extérieurs (+ 3,5 %, après + 3,9 % pour les exportations et + 1,2 %, après + 3,9 % pour les importations).

Dans le **commerce de gros**, l'activité conserve sa vitalité dans la plupart des secteurs et la progression des prix entamée en 2017 s'accroît, en raison notamment de la hausse des carburants. L'activité des grossistes en produits agricoles bruts et animaux vivants se redresse en 2018. Premier contributeur de la croissance en 2018, le commerce de gros de biens d'équipement est encore stimulé par l'investissement des entreprises. Les ventes des grossistes en biens domestiques accélèrent, portées par les exportations de la plupart des produits, notamment des produits de luxe, tandis que la consommation des ménages français diminue. Seule l'activité des autres grossistes spécialisés se dégrade en 2018, pénalisée par les ventes de produits pétroliers.

Après trois années de croissance soutenue, l'activité du **commerce** et de la **réparation automobiles** marque le pas dans l'ensemble des secteurs. Les prix augmentent sensiblement, tirés à la hausse par les exigences accrues sur les normes anti-pollution. Les ventes du commerce automobile (plus de 70 % du total des ventes) contribuent pour seulement 0,8 point à la croissance d'ensemble du secteur. Les immatriculations de voitures particulières neuves ralentissent,

particulièrement en fin d'année. Les constructeurs de groupes français gagnent cependant 3 points de part de marché pour atteindre 57,4 %, du fait du rachat d'Opel par le groupe PSA. Le commerce d'équipement automobile freine également, après une année 2017 particulièrement dynamique. Les ventes de motocycles reculent : les immatriculations de cyclomoteurs se contractent fortement, en lien avec l'application de la norme européenne anti-pollution Euro 4 en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2018 pour les plus petites cylindrées.

En 2018, dans un contexte de hausse des prix, les ventes du **commerce de détail** freinent nettement en volume, en particulier dans les grandes surfaces d'alimentation générale. Le commerce alimentaire spécialisé reste dynamique en 2018. Les ventes des petites surfaces généralistes augmentent également. Dans son ensemble, le commerce non alimentaire en magasin ralentit légèrement. Les ventes en magasin de culture et loisirs reculent fortement, essentiellement du fait des magasins de jouets. En revanche, les ventes en **grands magasins** restent soutenues, bénéficiant du retour des touristes étrangers. La vente à distance (notamment sur l'internet) continue de gagner des parts de marché malgré une croissance atténuée en 2018.

L'emploi salarié augmente modérément dans les secteurs commerciaux. En 2018, environ 3,2 millions de salariés travaillent dans le commerce ; ils représentent 20 % des salariés des secteurs principalement marchands. Pour la première fois depuis 2008, le commerce de détail est le secteur qui contribue le moins à la hausse des effectifs du commerce. ■

Définitions

Commerce de détail : consiste à vendre des marchandises dans l'état où elles sont achetées (ou après transformations mineures) généralement à une clientèle de particuliers, quelles que soient les quantités vendues. Outre la vente, cette activité de commerce de détail peut aussi recouvrir la livraison et l'installation chez le client.

Artisanat commercial, commerce, commerce de gros, commerce et réparation d'automobiles, grand magasin, hypermarché, intermédiaires du commerce de gros, supermarché : voir rubrique « Définitions » en annexe.

Pour en savoir plus

- « La situation du commerce en 2019 », *Document de travail* n° E2019/05, Insee, décembre 2019.
- « Fêtes de fin d'année, soldes, « Black Friday » : un impact marqué sur les ventes du commerce de détail », *Insee Focus* n° 170, novembre 2019.
- « La déprise du commerce de proximité dans les centres-villes des villes de taille intermédiaire », *Insee Première* n° 1782, novembre 2019.
- « Le commerce en 2018 – L'activité ralentit, sauf dans le commerce de gros ; les préférences d'achats évoluent », *Insee Première* n° 1759, juin 2019.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Parts de marché du commerce de détail selon la forme de vente

en % de la valeur TTC

	Produits alimentaires (hors tabac)		Produits non alimentaires	
	2017	2018 (p)	2017	2018 (p)
Alimentation spécialisée ¹	18,0	18,5	0,6	0,7
Boulangeries-pâtisseries	7,1	7,3		
Boucheries-charcuteries	4,0	4,0		
Autres magasins d'alim. spécialisée	7,0	7,2		
Petites surfaces d'alim. générale et magasins de produits surgelés	6,3	6,5		
Grandes surfaces d'alim. générale	64,7	64,8	14,1	14,4
dont : <i>supermarchés</i>	28,3	28,4	5,6	6,1
<i>hypermarchés</i>	35,5	35,4	8,2	8,1
Grands magasins et autres magasins non alim. non spécialisés	0,3	0,3	2,9	3,0
Magasins non alimentaires spécialisés (y c. pharmacies)	1,2	1,0	57,2	56,5
Carburant	0,3	0,2	4,4	4,6
Pharmacies ²	0,1	0,1	10,2	10,2
Autres	0,8	0,7	42,6	41,7
Commerce hors magasin	7,6	7,3	7,4	7,6
Éventaire et marché	2,2	2,1	0,4	0,4
Vente à distance	4,2	4,1	5,5	5,7
Autres formes	1,2	1,1	1,5	1,5
Commerce de détail et artisanat commercial	98,0	98,4	82,2	82,3
Ventes au détail du commerce automobile ³	0,0	0,0	10,3	10,5
Autres ventes au détail ⁴	2,0	1,6	7,5	7,3
Ensemble des ventes au détail	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Y c. artisanat commercial. 2. Pharmacies et commerces d'articles médicaux et orthopédiques. 3. Ne comprend pas les ventes et réparations automobiles, inclut seulement les ventes et réparations de motocycles et les ventes de produits liés à l'automobile. 4. Commerce de gros, prestataires de services et ventes directes des producteurs.

Note : l'activité de certaines grandes entreprises peut relever de plusieurs formes de vente : hypermarchés, supermarchés et petites surfaces d'alimentation.
Source : Insee, comptes du commerce, base 2014.

Emploi salarié dans le commerce

Au 31 décembre	effectifs en milliers		
	2000	2005	2018 (p)
Commerce et réparation automobiles	390	401	391
Commerce de gros	996	1 011	972
Commerce de détail ¹	1 526	1 646	1 797
Total	2 912	3 058	3 161

1. Hors activités de réparation.

Champ : France hors Mayotte, hors artisanat commercial.

Source : Insee, estimations d'emploi.

Chiffre d'affaires du commerce selon le secteur d'activité au sein de l'UE en 2018

en milliards d'euros

Pays	Commerce automobile	Commerce de gros	Commerce de détail	Total	Pays	Commerce automobile	Commerce de gros	Commerce de détail	Total
Allemagne	282,7	1 294,9	578,5	2 156,1	Lettonie	2,3	19,7	7,8	29,8
Autriche	35,6	145,1	73,5	254,2	Lituanie	4,3	22,2	11,7	38,1
Belgique	90,0	252,4	84,1	426,5	Luxembourg	4,4	76,3	8,8	89,5
Bulgarie	5,0	42,5	16,3	63,8	Malte	0,5	5,6	2,9	9,0
Chypre	1,0	6,0	6,0	13,0	Pays-Bas	72,7	502,1	120,9	695,7
Croatie	4,6	17,4	14,6	36,6	Pologne	49,1	229,4	113,0	391,5
Danemark ¹	24,6	112,4	44,6	181,5	Portugal	21,8	71,8	51,4	145,1
Espagne	90,1	424,4	237,6	752,0	Rép. tchèque	21,6	95,8	45,3	162,7
Estonie ¹	3,3	15,0	6,8	25,1	Roumanie	12,4	69,8	50,5	132,7
Finlande	17,9	57,9	43,3	119,0	Royaume-Uni	231,6	987,7	486,2	1 705,4
France	180,3	697,5	476,7	1 354,5	Slovaquie	7,1	31,9	20,7	59,7
Grèce	7,2	60,5	42,4	110,1	Slovénie	6,5	15,7	14,5	36,7
Hongrie	14,6	54,4	31,9	100,9	Suède	44,2	140,4	81,6	266,2
Irlande ¹	16,9	130,7	39,1	186,7	UE¹	1 368,8	5 970,2	2 949,2	10 288,1
Italie	134,8	530,5	329,0	994,3					

1. Données 2017. Note : données 2018 provisoires ; données selon la Nace rév. 2.

Source : Eurostat (extraction du 9 décembre 2019).

Activité commerciale selon le secteur d'activité

	Valeur en milliards d'euros		Évolution des ventes en volume aux prix de l'année précédente en %	
	2018 (p)	17/16	18/17 (p)	
Commerce de détail²	518,3	1,4	0,2	
Alimentation spéc. et artisanat comm.	47,9	1,0	1,5	
Petites surf. d'alim. gén. et mag. de prod. surg.	14,3	2,5	4,6	
Grandes surfaces d'alim. générale	181,1	0,9	-0,4	
Grands mag. et autres mag. non alim. non spéc.	11,9	9,7	3,6	
Magasins non alim. spécialisés (y c. pharmacie)	220,1	0,8	-0,5	
Carburants	17,8	-0,7	-5,0	
Technologie de l'info. et de la comm.	8,3	8,6	3,2	
Équipement du foyer	50,6	1,2	0,0	
Culture, loisirs	23,5	-3,4	-4,4	
Autres comm. de détail en magasin spéc.	119,8	1,2	0,5	
Habillement-chaussures	36,7	-0,2	-3,6	
Autres équip. de la personne	21,0	4,2	0,9	
Pharmacies, articles médicaux et orthop.	38,3	2,5	3,7	
Autres magasins spécialisés	23,9	-1,5	1,8	
Commerce hors magasin	43,0	5,3	2,2	
Comm. et réparation automobiles¹	131,3	5,3	1,1	
Comm. de véhicules automobiles	93,4	4,6	1,1	
Entretien et réparation automobile	23,5	7,0	1,4	
Comm. de gros d'équip. automobiles	1,9	6,6	0,7	
Comm. de détail d'équip. automobiles	8,2	4,5	0,6	
Comm. et réparation de motocycles	4,3	10,9	-1,2	
Commerce de gros³	670,1	1,4	2,0	
dont : <i>produits agricoles bruts</i>	61,8	-8,8	1,5	
<i>produits alim., de boissons et de tabac</i>	152,8	3,5	1,1	
<i>biens domestiques</i>	151,2	1,2	2,7	
<i>équipements de l'info. et de la comm.</i>	50,6	6,8	7,7	
<i>autres équipements industriels</i>	94,0	5,2	3,2	
<i>autres commerces de gros spécialisés</i>	135,9	2,6	-0,7	
Intermédiaires du commerce	135,8	1,8	1,6	

1. Ventes de marchandises TTC. 2. Ventes de marchandises au détail y c. ventes de l'artisanat commercial : boulangeries, pâtisseries, charcuteries. 3. Ventes de marchandises HT ; y c. secteurs du commerce de gros de produits divers. Note : répartition par secteur d'établissement pour le commerce de détail et le commerce et réparation d'automobiles, répartition par secteur d'entreprise pour le commerce de gros.
Source : Insee, comptes du commerce, base 2014.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard